

Un troisième débat LR qui tarde à se renouveler

Hier soir, les échanges entre les cinq prétendants à l'investiture du parti ont à nouveau accordé la part belle à la sécurité, l'identité et l'immigration.

Ceux qui espéraient sortir des grands thèmes de l'immigration, de l'identité et de la sécurité, déjà abondamment abordés, pour aller fouiller d'autres sujets, en auront été pour leurs frais, sauf à s'accrocher. Le troisième débat entre les cinq candidats à l'investiture des Républicains pour la présidentielle, hier soir sur CNews et Europe 1 (et l'avant-dernier avant le vote des militants le 4 décembre prochain) s'est en effet largement attardé sur les terres déjà explorées lors des deux premiers.

Chapeauté par Laurence Ferrari et Sonia Mabrouk, il avait pourtant esquissé cette promesse en début d'émission. Michel Barnier, Xavier Bertrand, Éric Ciotti, Philippe Juvin et Valérie Pécresse étaient en effet invités, durant une « carte blanche » d'une minute et demie pour chacun, à évo-



quer un thème leur tenant à cœur.

Le risque de « se miniaturiser »

Première à parler, Valérie Pécresse a ainsi choisi l'éducation : « *La lutte contre le décrochage scolaire sera la grande cause de mon quinquennat* », a-t-elle déclaré, promettant notamment la fin du collège unique et un examen d'entrée en sixième. Michel Barnier, lui, s'est concentré sur la façon de gouverner, fustigeant la « *manière solitaire*

et arrogante » d'Emmanuel Macron.

Philippe Juvin, qui a mis en garde sur le risque pour la droite de « *se miniaturiser* » si elle ne parle que d'immigration et de sécurité, a défendu la lutte contre les déserts médicaux et pour l'hôpital public. Le député azuréen Éric Ciotti a pour sa part mis en avant « *la liberté de penser* », disant vouloir « *être le candidat qui balaie les tabous* » sur des « *sujets que la gauche avait interdits à la droite* ». Tandis que Xavier Bertrand

a promis une grande loi sur le handicap, qui est « *une question de justice, de solidarité* » et où « *notre famille politique a toujours été au rendez-vous* » avec trois lois sous Jacques Chirac.

Peu de désaccords sur la sécurité

Mais après cette introduction variée, ce troisième débat retrouvait vite des accents déjà entendus, qu'il s'agisse de la possibilité pour l'armée d'intervenir dans les quartiers difficiles (c'est oui pour Éric Ciotti, non pour Xavier Bertrand et Philippe Juvin), ou encore de peines de prison automatiques pour les agresseurs de policiers (une proposition de Xavier Bertrand, qui souhaite pour ce faire modifier la Constitution). Le retour des peines plancher a fait l'unanimité chez les cinq aspirants candidats, tout comme la présomption de

légitime défense pour les forces de l'ordre. À l'inverse, la proposition de Philippe Juvin de faire exécuter dans son pays d'origine la peine d'un étranger condamné a donné lieu à des désaccords.

La première partie s'est terminée par un échange sur des propos extrêmement violents tenus le jour même par le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, envers Éric Zemmour. La plupart des intervenants ont semblé gênés aux entournures. Seul Éric Ciotti les a condamnés très fermement, en appelant à des poursuites judiciaires. Il était 22 heures passées, le deuxième grand thème, commençait tout juste : l'école, abordée, là encore, sous l'angle de l'identité française. Pour le pouvoir d'achat, dernière grande partie, il allait encore falloir patienter.

LUC ABÉLARD

POLITIQUE

Un appel de 611 élus locaux en faveur d'Emmanuel Macron

Plus de 600 élus locaux, dont 14 varois et 4 azuréens ⁽¹⁾, lancent dans *Le Journal du dimanche* un appel pour soutenir la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, en saluant « *un quinquennat favorable aux territoires et aux communes* ».

« *Pour relever les défis immenses qui sont ceux de la Nation - réindustrialisation, poursuite du désenclavement de nos communes, construction de logements, préservation de nos paysages et réussite de la transition écologique -, nous avons besoin de continuité et de stabilité* », écrivent les 611 signataires, parmi lesquels l'ancien Premier ministre et désormais maire du Havre Edouard Philippe, ainsi que Christian Estrosi (Nice), Hubert Falco (Toulon), Christophe Béchu (Angers), Caroline Cayeux (Beauvais), ou Olivier Klein (Clichy-sous-Bois, Seine-Saint-Denis).

1. Outre le maire (ex-LR) de Nice, trois élus du département des Alpes-Maritimes ont signé cet appel : les conseillers régionaux Magalie Altounian et Laurence Boetti-Forestier, ainsi que le maire de Théoule-sur-Mer, Georges Botella. Dans le Var, outre le maire (ex-LR) de Toulon, treize élus sont signataires : les maires François Arizzi (Bormes-les-Mimosas), François Cavallier (Callian), Cédric Dubois (Salernes), Nicolas Gerardin (Solliès-Ville), Jean-Paul Joseph (Bandol), Jean-Luc Longour (Le Cannet-des-Maures), Ange Musso (Le Revest-les-Eaux) et Marjorie Viort (Le Thoronet), les conseillers régionaux Philippe Delaunay et Virginie Pin ainsi que les conseillères départementales Manon Fortias, Josée Massi et Valérie Mondone.